

## Registre des Délibérations du Conseil Municipal

### DE LA VILLE DE BEGLES

### SÉANCE DU 7 novembre 2023

#### DÉLIBÉRATION N°2023\_058

**OBJET : DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN - ACQUISITION DE L'IMMEUBLE SIS 3 RUE DE LA RÉPUBLIQUE**

L'an deux mil vingt trois et le 07 novembre, le Conseil Municipal de la Ville de Bègles s'est réuni Salle du conseil sous la présidence de Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH, Maire de Bègles, en suite de la convocation adressée le **31 octobre 2023**.

**Étaient présents : M. Clément ROSSIGNOL PUECH, Mme Edwige LUCBERNET, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Vincent BOIVINET, Mme Amélie COHEN-LANGLAIS, Mme Fabienne CABRERA, M. Pierre OUALLET, Mme Christelle BAUDRAIS, Mme Catherine CAMI, M. Xavier-Marie FEDOU, Mme Bénédicte JAMET DIEZ, M. Jacques RAYNAUD, M. Pascal LABADIE, Mme Sadia HADJ ALBELKADER, M. Guénolé JAN, Mme Marie-Laure PIROTH, Mme Typhaine CORNACCHIARI, Mme Laure DESVALOIS, M. Nabil ENNAJHI, M. Florian DARCOS, M. Idriss BENKHELOUF, M. Aurélien DESBATS, M. Christian BAGATE, M. Mohammed MICHRAFY, Mme Isabelle TEURLAY NICOT, Mme Seynabou GUEYE.**

**S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :**

**M. Olivier GOUDICHAUD donne procuration à Mme Edwige LUCBERNET, Mme Isabelle TARIS donne procuration à Mme Christelle BAUDRAIS, M. Benoît D'ANCONA donne procuration à Mme Sadia HADJ ALBELKADER, Mme Sylvaine PANABIERE donne procuration à M. Vincent BOIVINET, M. Alexandre DIAS donne procuration à Mme Isabelle TEURLAY NICOT, Mme Fabienne DA COSTA donne procuration à M. Christian BAGATE, M. Christophe THOMAS donne procuration à M. Mohammed MICHRAFY, M. Kewar CHEBANT donne procuration à M. Xavier-Marie FEDOU.**

**Secrétaire de la séance : M. Marc CHAUVET**

Monsieur Xavier-Marie FEDOU expose :

Dénuée de centre-ville unique, la Ville de Bègles conduit depuis plusieurs années une politique volontariste destinée à renforcer les centralités existantes et à conforter leur rayonnement à l'échelle des quartiers.

Dans cet objectif et faisant suite à différentes études urbaines engagées dès 2010, plusieurs actions transverses ont été menées autour de la place du 14 Juillet tant sur l'attractivité commerciale que sur la mobilité et le stationnement.

Le positionnement stratégique de cette polarité nécessite encore des actions d'anticipation, notamment foncières, afin d'accompagner son développement.

Afin de pouvoir faciliter la mise en œuvre d'un projet ambitieux, il est donc nécessaire d'accompagner les mutations foncières.

A ce titre, la Ville dispose de la faculté de préempter tout bien susceptible de répondre à l'un des enjeux fixés par l'article L300-1 du Code de l'urbanisme et notamment les actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objet de mettre en œuvre un projet urbain et d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Dans ce cadre, la Ville s'est portée acquéreur de la parcelle cadastrée section n° AK 315 limitrophe, sise 3 rue de la République, et d'une superficie de 190 m<sup>2</sup>.

Cette parcelle comprend un ensemble bâti de 107,5 m<sup>2</sup> et un espace extérieur d'environ 82 m<sup>2</sup>.

La Ville s'est portée acquéreur de cet immeuble au prix présenté dans la Déclaration d'Intention d'Aliéner, inférieur à celui du Pôle d'Evaluation Domanial.

**Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :**

**Le Conseil municipal,**

**ENTENDU le rapport de présentation**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants

**VU** l'avis du Pôle d'Evaluation Domanial en date d'octobre 2014

**VU** la DIA n° 033 039 23 00144 reçue le 26/04/2023

**VU** la délibération du conseil métropolitain n° 2023-19 du 27 janvier 2023.

**CONSIDÉRANT** que la parcelle cadastrée AK 315, située au 3 rue République, 33130 Bègles, est d'une importance stratégique pour la réalisation du projet d'aménagement de la place du 14 Juillet

**CONSIDÉRANT** que cette acquisition s'inscrit dans les critères de préemption définis à l'article L. 210-1 du Code de l'Urbanisme, en ce qu'elle contribuera notamment à la mise en œuvre d'un projet urbain et à l'organisation de la mutation, du maintien, et de l'extension ou l'accueil d'activités économiques

**CONSIDÉRANT** qu'une étude urbaine avait déjà identifié la nécessité de préempter cette parcelle dans le cadre du projet de mobilité et de renforcement de la commercialité de la place du 14 Juillet

**CONSIDÉRANT** que Bordeaux Métropole, par la délibération n°2023-19 du 27 janvier 2023, a établi les conditions d'acquisition et de portage de biens à des fins communales dans le cadre de sa politique foncière

**CONSIDÉRANT** que, conformément à la réglementation en vigueur, il est nécessaire de verser un dépôt de garantie à Bordeaux Métropole pour sécuriser la préemption de la parcelle

**CONSIDÉRANT** que le montant du dépôt de garantie, équivalant à 4% de la somme d'achat de la parcelle, s'élève à 16 200 euros

**CONSIDÉRANT** que le délai maximum de mise à disposition de la commune est fixé à 10 ans, au cours desquels la parcelle sera mise à la disposition de la commune

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de fixer un objectif calendrier de rachat par la commune dans le cadre de cette première délibération

## **DÉCIDE**

**Article 1** : D'exercer le droit de préemption urbain sur la parcelle cadastrée section AK 315, située au 3 rue République, 33130 Bègles, conformément aux dispositions des articles L. 210-1 et suivants du Code de l'Urbanisme en vue de la mise en œuvre d'un projet urbain et de l'organisation de la mutation, du maintien, et de l'extension ou l'accueil d'activités économiques.

**Article 2** : De verser un dépôt de garantie d'un montant de 16 200 euros à Bordeaux Métropole, conformément aux conditions établies dans la délibération n°2023-19 du 27 janvier 2023.

**Article 3** : D'acter que le délai maximum de mise à disposition de la commune est fixé à 10 ans, durant lesquels la parcelle sera mise à la disposition de la commune et indique que l'acquisition auprès de Bordeaux Métropole se fera en 2024.

**Article 4** : D'autoriser Monsieur le Maire de Bègles à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa réalisation.

**Article 5** : D'imputer cette dépense sur le budget principal de la Ville, chapitre 21, article 2115.

| VOTANTS : 35 |    | VOIX |
|--------------|----|------|
| Pour         | 35 |      |

## **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**Fait et délibéré le 7 novembre 2023**

**LE/LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE,**

**M. Marc CHAUVET**

**POUR EXTRAIT CONFORME,**

**LE MAIRE,**

**M. Clément ROSSIGNOL PUECH**



Direction Générale Des Finances Publiques

Le 04/07/2023

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DU  
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

DIRECTION DE LA GESTION PUBLIQUE  
PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE

72 Rue Abbé de l'épée  
33000 BORDEAUX

Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone secrétariat : 05 56 90 76 00

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Pascal BADOUR

Courriel : pascal.badour@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06.32.36.83.44.

Nouvelles références

Réf DS:12693905

Réf OSE : 2023-33039-42235

Le Directeur régional des Finances publiques de  
Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde  
à  
Monsieur le Président de Bordeaux Métropole

## AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

*[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)*



*Nature du bien :*

Maison d'habitation

*Adresse du bien :*

3 Rue de la République, 33130 Bègles

*Valeur :*

**468 000 €**, assortie d'une marge d'appréciation de 15 %  
(des précisions sont apportées au § détermination de la valeur)

## 1 -CONSULTANT

Affaire suivie par : Madame Martine FORENS

## 2 - DATES

|  |            |
|--|------------|
| de consultation :  | 26/05/2023 |
| le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis: |            |
| le cas échéant, de visite de l'immeuble :                                | 30/06/2023 |
| du dossier complet :   | 04/07/2023 |

## 3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

### 3.1. Nature de l'opération

|                   |  |
|-------------------|--|
| Cession :         | <input type="checkbox"/>   |
| Acquisition :     | amiable <input type="checkbox"/><br>par voie de préemption <input type="checkbox"/><br>par voie d'expropriation <input type="checkbox"/> |
| Prise à bail :    | <input type="checkbox"/>   |
| Autre opération : |  |

### 3.2. Nature de la saisie

|  |   |
|--|---|
| Réglementaire :  | X |
| Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 <sup>1</sup> : |   |
| Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)  |   |

### 3.3. Projet et prix envisagé ou négocié par le consultant :

Acquisition par exercice du droit de préemption. Prix figurant dans la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) : 405 000 €.

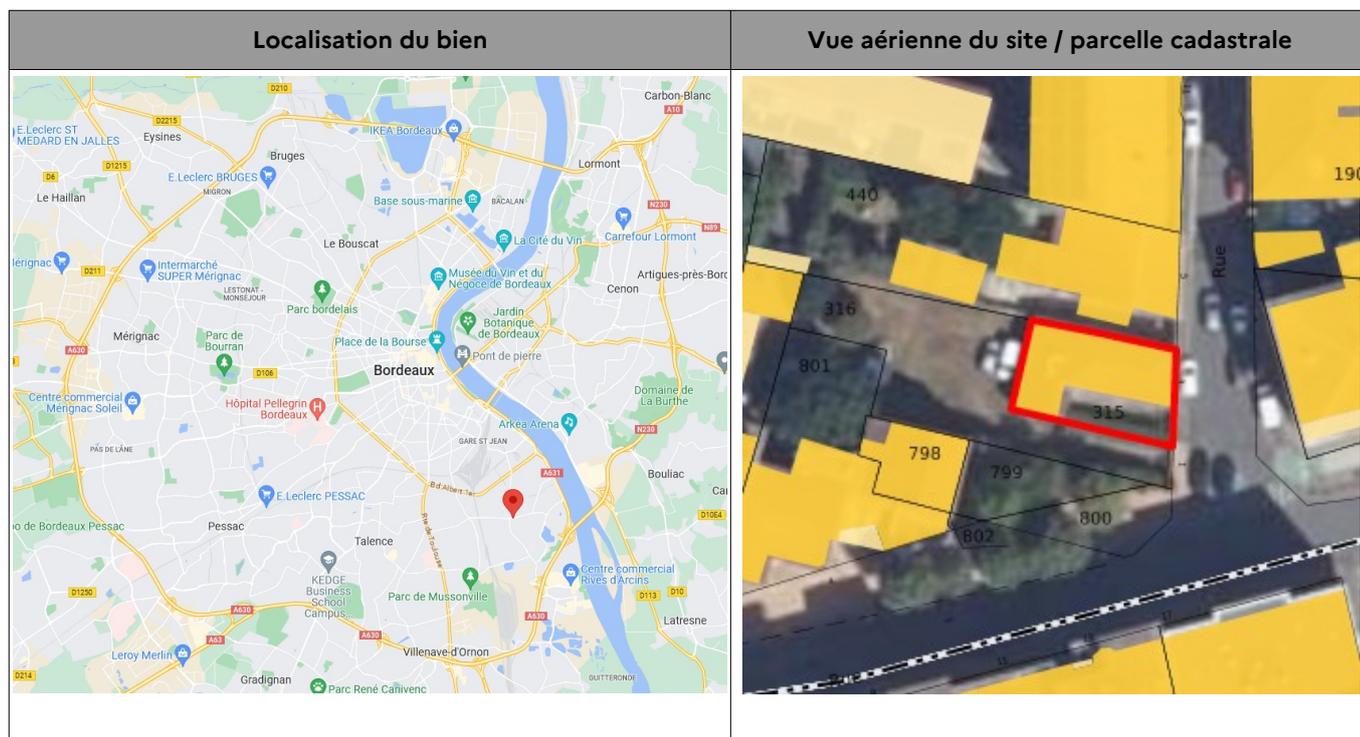
## 4 - DESCRIPTION DU BIEN

### 4.1. Situation générale

Immeuble situé à Bègles, au sud de Bordeaux.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

## 4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau



Immeuble situé extra-boulevards et intra-rocade, au centre de la commune de Bègles, à proximité des transports en commun, et de nombreux commerces et services.

## 4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

| Commune | Parcelle | Adresse/Lieudit        | Superficie         | Nature réelle  |
|---------|----------|------------------------|--------------------|----------------|
| Bègles  | AK 315   | 3 Rue de la République | 190 m <sup>2</sup> | Parcelle bâtie |
| TOTAL   |          |                        | 190 m <sup>2</sup> |                |

## 4.4. Descriptif

Immeuble de type maison d'habitation, actuellement occupé à titre professionnel (bureaux) par la SAS CALL'N'CLOSE (Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion).

Construction en pierre et enduit, couverture en tuiles.  
 Eau, électricité, tout à l'égout, convesteurs électriques, cumulus électrique.  
 Équipements particuliers : alarme, climatisation réversible.



*FAÇADE EST*



*FAÇADE EST*



*FAÇADE SUD*



*FAÇADE SUD*



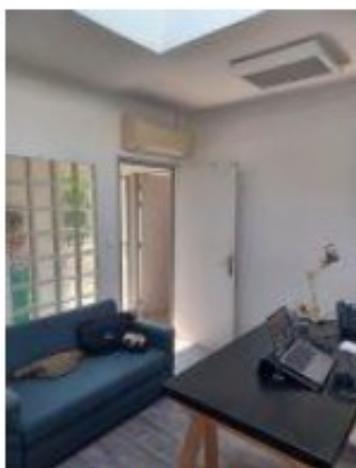
*FAÇADE SUD*



*ENTREE*



*COULOIR*



*BUREAU N°1*



*BUREAU N°1*



*BUREAU N°2*



*BUREAU N°2*



*BUREAU N°2*



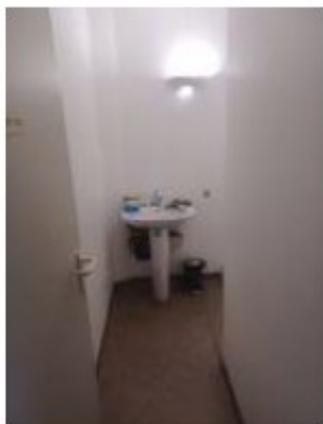
*COULOIR*



*PIEC N°3  
(ACCES SANITAIRE)*



*COULOIR ACCES TOILETTE ET RESERVE*



*TOILETTE*



*TOILETTE*



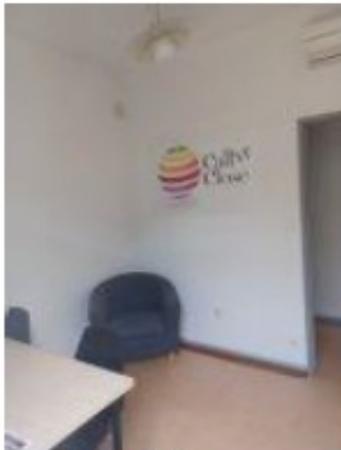
*RESERVE*



*ENTREE*



*ACCUEIL*



*ACCUEIL*



*ACCUEIL*



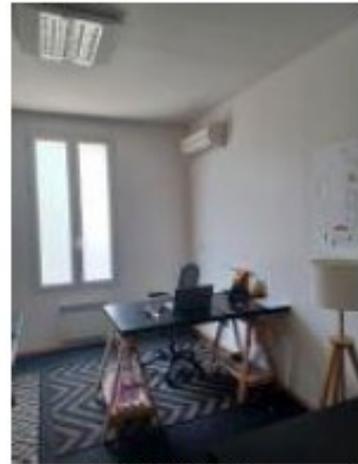
*COULOIR PRINCIPAL*



*COULOIR PRINCIPAL*



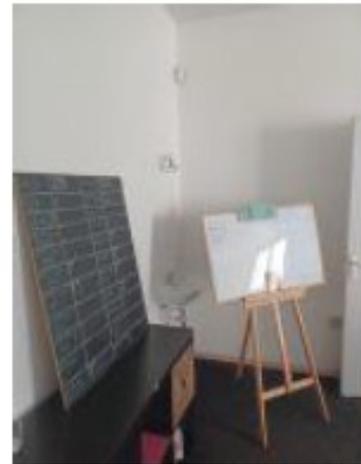
*BUREAU N°1*



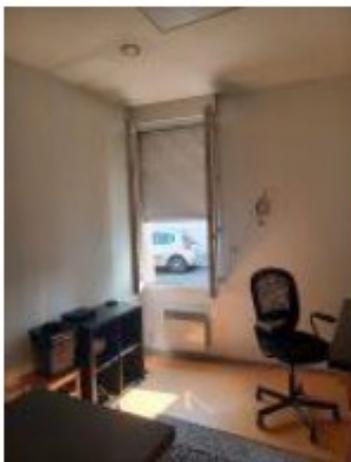
*BUREAU N°1*



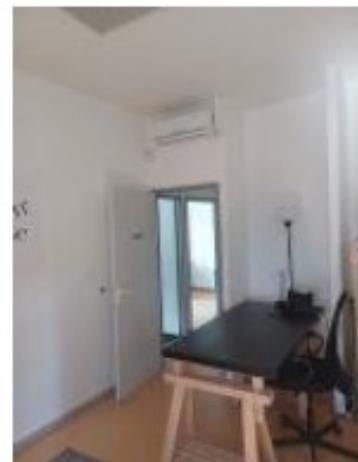
*BUREAU N°1*



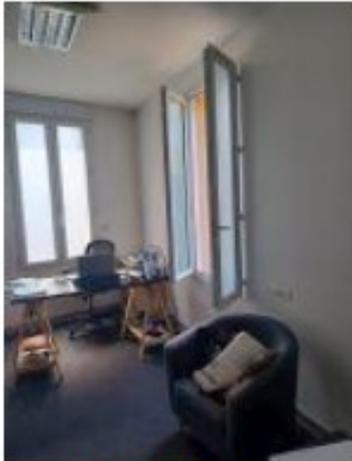
*BUREAU N°1 (LAVABO)*



*BUREAU N°2*



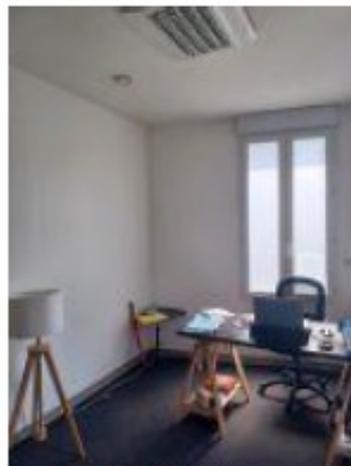
*BUREAU N°2*



*BUREAU N°3*



*BUREAU N°3*



*BUREAU N°3*



*CUISINE*



*CUISINE*



*TOILETTE*



*TOILETTE*



*CLIMATISATION REVERSIBLE BUREAU N°1*



*CLIMATISATION REVERSIBLE BUREAU N°2*



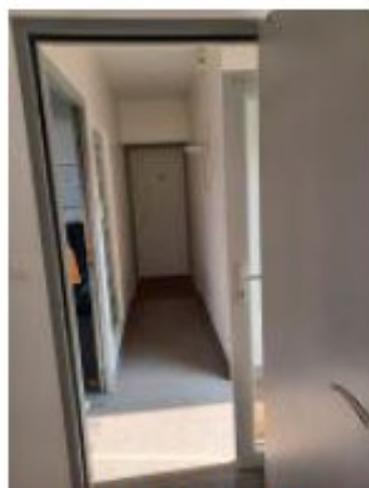
*CUMULUS (TOILETTE)*



*ALARME BUREAU N°1*



*ALARME BUREAU N°2*



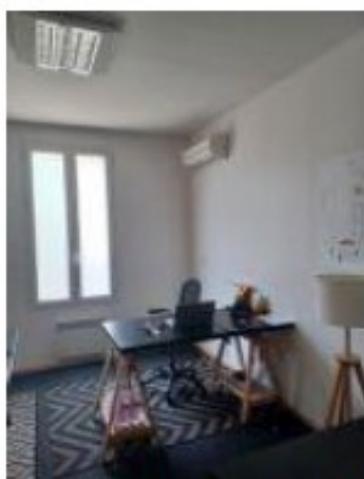
*ALARME COULOIR*



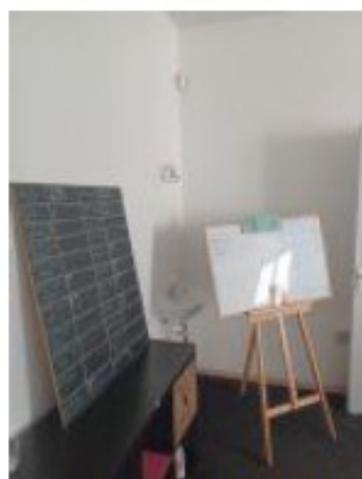
*TABLEAU ELECTRIQUE (ACCUEIL)  
ALARME*



*CLIMATISATION REVERSIBLE ACCUEIL*



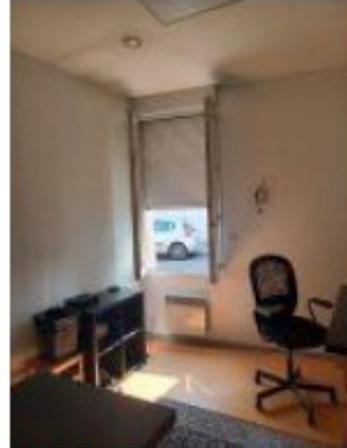
*CLIMATISATION REVERSIBLE + CONVECTEUR ELECTRIQUE  
BUREAU N°1*



*ALARME BUREAU N°1*



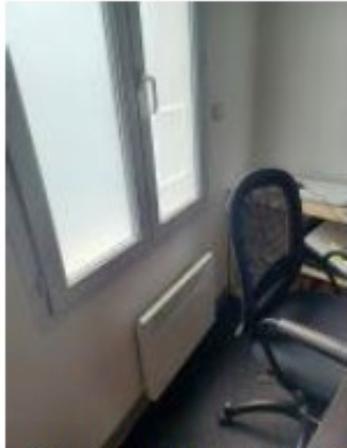
*CLIMATISATION REVERSIBLE + ALARME  
BUREAU N°2*



*CONVECTEUR ELECTRIQUE  
VOLET ROULANT ALUMINIUM ELECTRIQUE  
BUREAU N°2*



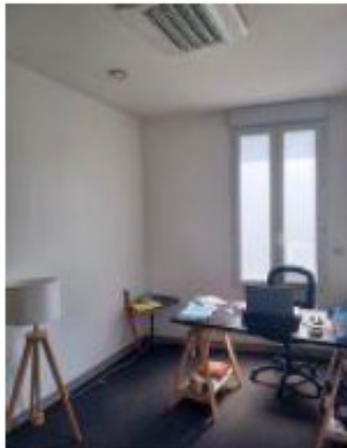
*CLIMATISATION REVERSIBLE BUREAU N°3*



*CONVECTEUR ELECTRIQUE BUREAU N°3*



*ALARME BUREAU N°3*



*VOLET ROULANT ALUMINIUM ELECTRIQUE  
BUREAU N°3*



*CONVECTEUR ELECTRIQUE ACCUEIL*



*ALARME COULOIR*



*CUMULUS (TOILETTE)*



*COMPTEUR D'EAU*



*TERRASSE*

#### 4.5. Surfaces du bâti

Surface habitable totale (hors surfaces des annexes) indiquée dans la DIA et retenue pour l'évaluation : 107,05 m<sup>2</sup>.

## 5 – SITUATION JURIDIQUE

### 5.1. Propriété de l'immeuble

Société Civile Immobilière (SCI) PARISOL.

### 5.2. Conditions d'occupation

Occupé par la SAS CALL'N'CLOSE (bail professionnel).

## 6 - URBANISME

### Règles actuelles

|   |   |
|---|---|
| Dernier règlement opposable aux tiers, date d'approbation   | PLU du 16/12/2016 devenu opposable aux tiers le 24/02/2017<br>Dernière actualisation : 10 <sup>e</sup> modification du 28/01/2022 (opposable le 04/03/2022) |
| Identification du zonage au PLU et le cas échéant du sous-secteur   | UM10-2L25   |
| Servitudes publiques et/ou privées grevant le bien  |   |
| Présence ou non de ZAC (zone d'aménagement concerté), ZAD (zone d'aménagement différé), PPRI (plan de prévention des risques d'inondations), PPRT (plan de prévention des risques technologiques) |   |

### Extrait du plan de zonage



« Centralités anciennes et cœurs historiques »

### Principales caractéristiques du zonage

Sans objet.

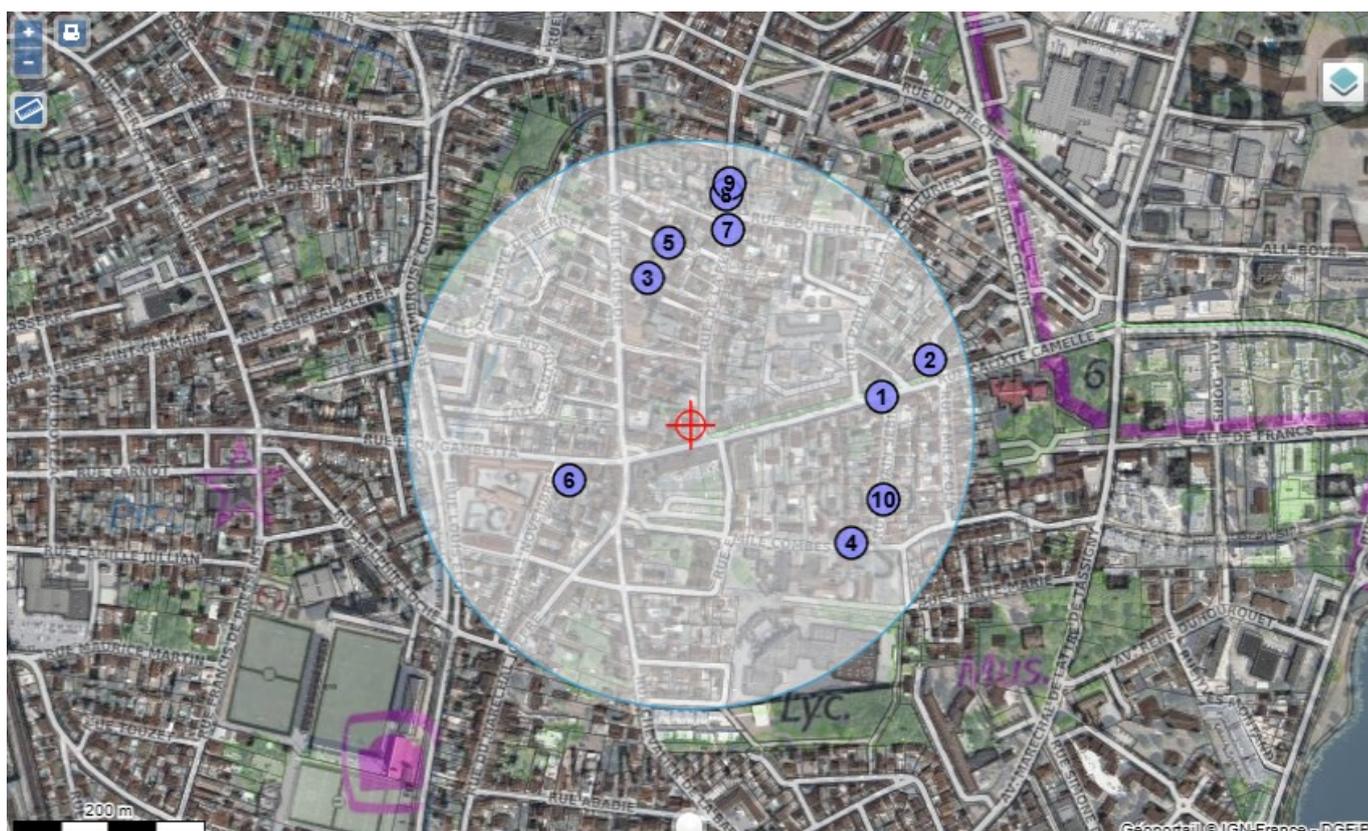
## 7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

| Méthodes   | Motivation   |
|--|--|
| La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison ... | qui consiste à fixer la valeur vénale ou locative à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer. |

## 8 - MÉTHODE COMPARATIVE

### 8.1. Études de marché

Au regard de sa consistance (typologie maison d'habitation affectée à l'usage de bureaux), la recherche a porté sur les ventes de maisons d'habitation réalisées après le 01/01/2022, d'une surface habitable comprise entre 50 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup>, sur un terrain de surface inférieure à 300 m<sup>2</sup>, sans piscine et dans un rayon de 300 mètres autour du bien à évaluer.



| Ref. enregistrement   | Ref. Cadastres               | Commune | Adresse                   | Date mutation | Année construct. | Nbre pièces | Surface terrain | Surface utile totale | Prix total | Prix/m <sup>2</sup> (surf. utile) | Surf garages/ parkings | Surf caves/ celliers | Surf terrasse | Surf greniers | Surf piscine |
|-----------------------|------------------------------|---------|---------------------------|---------------|------------------|-------------|-----------------|----------------------|------------|-----------------------------------|------------------------|----------------------|---------------|---------------|--------------|
| 3304P01<br>2022P22135 | 39//AL/195//                 | BEGLES  | 53 RUE CALIXTE CAMELLE    | 09/09/2022    | 1932             | 3           | 277             | 62                   | 300 000    | 4 839                             | 0                      | 18                   | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2023P10725 | 39//AK/869//<br>39//AK/873// | BEGLES  | 54 RUE CALIXTE CAMELLE    | 11/05/2023    | 2006             | 3           | 290             | 77                   | 312 000    | 4 052                             | 16                     | 3                    | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P10645 | 39//AK/1051//                | BEGLES  | 16 RUE DES CAVERNES       | 25/04/2022    | 2021             | 4           | 101             | 108                  | 391 200    | 3 622                             | 0                      | 0                    | 31            | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P06470 | 39//AL/865//<br>39//AL/961// | BEGLES  | 50 RUE EMILE COMBES       | 09/03/2022    | 2013             | 4           | 209             | 110                  | 436 000    | 3 964                             | 15                     | 0                    | 5             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P20599 | 39//AK/1036//                | BEGLES  | 7 PAS GRUGE               | 05/08/2022    | 2017             | 4           | 101             | 91                   | 471 600    | 5 182                             | 15                     | 0                    | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P07829 | 39//AL/557//                 | BEGLES  | 14 RUE LEON GAMBETTA      | 25/03/2022    | 1900             | 4           | 213             | 105                  | 370 000    | 3 524                             | 0                      | 0                    | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P17539 | 39//AK/259//                 | BEGLES  | 45 RUE DE LA REPUBLIQUE   | 12/07/2022    | 1999             | 5           | 239             | 70                   | 442 500    | 6 321                             | 40                     | 0                    | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2023P09340 | 39//AK/1006//                | BEGLES  | 51 B RUE DE LA REPUBLIQUE | 21/04/2023    | 1925             | 3           | 137             | 71                   | 387 000    | 5 451                             | 0                      | 0                    | 12            | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2022P19797 | 39//AK/220//                 | BEGLES  | 53 RUE DE LA REPUBLIQUE   | 20/07/2022    | 1900             | 3           | 246             | 60                   | 281 000    | 4 683                             | 20                     | 0                    | 0             | 0             | 0            |
| 3304P01<br>2023P07724 | 39//AL/185//                 | BEGLES  | 21 RUE URBAIN SEBIE       | 29/03/2023    | 1925             | 4           | 335             | 85                   | 303 000    | 3 565                             | 0                      | 20                   | 0             | 0             | 0            |
|                       |                              |         |                           |               |                  |             |                 |                      |            | Moyenne                           | 4 520                  |                      |               |               |              |
|                       |                              |         |                           |               |                  |             |                 |                      |            | Médiane                           | 4 368                  |                      |               |               |              |

## 8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeurs retenues

Au regard de l'assez bon état d'usage apparent et de l'absence de travaux à réaliser pour réaffecter les bureaux en logement, la valeur médiane de 4 368 €/m<sup>2</sup> est retenue pour l'évaluation.

Calcul de la valeur vénale :

107,05 m<sup>2</sup> X 4 368 €/m<sup>2</sup> = 467 594 € arrondie à 468 000 €.

## 9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale est arbitrée à **468 000 €**.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 15 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 538 200 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

**Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.**

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

## 10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord\* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

*\*pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

## 11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

## 12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

*ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.*

Pour le Directeur Régional des Finances publiques de  
Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde et  
par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a vertical line extending downwards.

BADOUR Pascal  
Inspecteur des Finances publiques